

Grandes résistantes contemporaines

De l'engagement continu de "nos" grandes résistantes
aux femmes emblèmes de la paix dans le monde



Présentation



Grandes résistantes contemporaines

De l'engagement continu de "nos" grandes résistantes aux femmes emblèmes de la paix dans le monde

Des combats contemporains des grandes résistantes françaises de la seconde guerre mondiale à Anna Politkovskaïa, nombreuses sont les femmes qui écrivent l'Histoire de notre temps. Pour elles, lutter est souvent un mode de vie, comme le montre l'engagement permanent de "nos" grandes résistantes. Mais ici ou ailleurs, hier comme aujourd'hui, reconnues ou non, les initiatives de ces femmes convergent toutes vers une seule finalité : un avenir meilleur pour les générations futures.

À travers le prisme du rôle de ces femmes, l'exposition aborde des questions-clés telles que le respect des minorités, les luttes contre les lois injustes ou les gouvernements totalitaires, l'égalité des sexes, le développement durable, les combats pour gagner une citoyenneté pleine et entière, la survie face à la misère, les grandes épidémies et les conflits et bien entendu, la paix.

Alors qu'en ce début de XXI^e siècle le principe d'égalité hommes-femmes ne concerne qu'une infime partie de la population mondiale, ces portraits de femmes emblématiques nous rappellent que nombre d'entre elles, seules ou aux côtés des hommes, œuvrent pour la reconnaissance et le respect des droits fondamentaux de tous.

Conception et réalisation de l'exposition, textes :
Sophie Pioro, Nathalie Poirot, Françoise Rolland (Femmes ici et ailleurs) et Pierre-Yves Ginet

Création des fonds : Valérie Mattelin

Photographies :
Pierre-Yves Ginet / Rapho
mais également
Michel Buffard / ATD ; Didier Olivré ; Juliana Thomas / Green Belt Movement ;
Ivan Suvanjiëff / PeaceJam Foundation ; Dames en blanc / RSF ;
Louise Gubb / Rapho ; Novaya Gazeta.



Composition technique de l'exposition

L'exposition se compose de :

- 28 panneaux photos, de format 64 x 46 cm,
- 27 panneaux biographie, de format A4,
- 1 panneau de présentation, de format 64 x 46 cm,
- 1 panneau dédié au projet, de format A4.

Chaque panneau est équipé de deux attaches permettant l'accrochage du panneau au moyen des "S" qui vous sont remis. Ce dispositif d'accrochage standard est adapté à tous types de supports.

Les panneaux de l'exposition sont conditionnés dans un sac de transport en PVC. Chacun est protégé par une feuille de mousse (à disposer sur le panneau), le tout inséré dans une enveloppe en papier bulle.

Association Femmes ici et ailleurs
20, rue de la Rize - 69003 Lyon
Tel. 04 37 43 02 35
Courriel : femmes.ici.et.ailleurs@orange.fr



Germaine Tillion

France

Née en 1907, Germaine Tillion évolue dès son enfance dans un univers d'études et de recherches et développe très vite, un fort désir de comprendre l'humain. Devenue ethnologue, c'est dès 1934 qu'elle découvre l'Algérie, effectuant pendant cinq ans des recherches sur le terrain, notamment sur la situation des femmes dans les Aurès.

De retour en France en juin 1940, elle se détermine immédiatement pour la résistance, refusant la défaite face à l'occupation allemande et au nazisme. Membre de ce qu'elle appellera le "réseau du musée de l'Homme", elle contribue à des opérations de renseignement, d'évasion de prisonniers et d'assistance à la population juive. Arrêtée puis incarcérée pendant quatorze mois, Germaine Tillion sera ensuite déportée à Ravensbrück en octobre 1943. Ses notes sur le fonctionnement du camp constitueront la base de trois publications sur l'univers concentrationnaire.

L'Algérie revient à nouveau dans l'histoire de Germaine Tillion en 1954, quand elle est missionnée par François Mitterrand, alors ministre de l'intérieur, pour aller étudier la situation des populations civiles, au cœur des "événements d'Algérie". Elle s'emploiera alors à la mise en œuvre du programme de réformes sociales qu'elle a établi, afin d'éviter la "clochardisation" du peuple algérien. Elle recueillera aussi des témoignages forts sur les pratiques déviantes de militaires et de membres du Front de libération nationale (FLN) : torture, arrestations arbitraires, exécutions sommaires.

Puis elle est mandatée en 1961 par l'Organisation mondiale de la santé pour une enquête sur la condition des femmes, dans plusieurs pays du Maghreb et du Moyen-Orient. Elle publie en 1966 *Le harem et les cousins*, ouvrage par lequel elle nous éclaire sur les fondements de la culture méditerranéenne, en démontrant les mécanismes injustes et violents des systèmes familiaux et claniques envers les femmes.

Cherchant perpétuellement à comprendre, elle ne cesse de prendre position sur la base de ses études et analyses ; elle lance encore en mai 2004, avec d'autres intellectuels français, un appel demandant au gouvernement français de dénoncer l'utilisation de la torture en Irak.

Germaine Tillion est décédée le 19 avril 2008 à l'âge de cent ans.



Aung San Suu Kyi

Myanmar

L'histoire de Aung San Suu Kyi est indissociable de son pays, le Myanmar (anciennement Birmanie), où elle naît en juin 1945, deux ans avant la fin de l'époque coloniale. Elle perd très jeune son père, le général Aung San, héros de la libération birmane, assassiné cette même année 1947. Plus tard, Suu Kyi poursuit des études de philosophie, politique et économie entre l'Inde, où sa mère a été nommée ambassadrice, la Grande-Bretagne et les États-Unis. À seulement vingt-quatre ans, elle devient secrétaire assistante du Comité des questions administratives et budgétaires des Nations Unies.

Devenue épouse et mère de famille, elle rentre en Birmanie en 1988 afin de prendre soin de sa mère malade. Elle rejoint alors le mouvement pro-démocratique National league for democracy (NLD). Suu Kyi affirme très rapidement son engagement pour la liberté et son opposition à la dictature qui sévit en Birmanie ; elle prend la tête du NLD et devient immédiatement le symbole du désir populaire de justice et d'égalité dans son pays. Fondant son action et son discours sur la philosophie et les idées de non-violence et de progrès de Gandhi et de Luther King, elle bénéficie auprès des Birmans d'une véritable audience. En 1989, cette popularité conduit la junte militaire au pouvoir à l'assigner à résidence, dans le but de minimiser son influence. L'initiative n'empêcha pas la victoire du NLD aux élections parlementaires multipartites de 1990, mais la dictature refusa le résultat du scrutin, invalida le poste de Premier ministre promis à Aung San Suu Kyi et provoqua un scandale international.

Cette même année, Suu Kyi reçoit le Prix Sakharov, puis le Prix Nobel de la paix en 1991. Elle consacre l'argent associé à ce prix (1,3 million de dollars) à l'établissement d'un système de santé et d'éducation pour le peuple birman.

Libérée de sa détention surveillée en 1995, Aung San Suu Kyi ne prendra jamais le risque de quitter son pays, craignant de ne plus pouvoir y revenir pour poursuivre de l'intérieur son combat pour la liberté et la justice. Elle ne reverra pas son époux, décédé en 1999, et restera séparée de ses enfants, vivants toujours au Royaume-Uni.

De nouveau assignée à résidence pendant sept ans, Aung Suu Kyi sera libérée par la junte militaire le 13 novembre 2010 afin de calmer les contestations nationales et internationales suite à un scrutin législatif encore une fois controversé. Elle continue plus que jamais de se battre pour la démocratie dans son pays.



Leymah Gbowee

Libéria

Le 7 octobre 2011, quand elle reçoit le Prix Nobel de la paix, Leymah Gbowee dédit sa récompense aux femmes africaines et se réjouit que cette distinction reconnaisse *"le rôle crucial des femmes pour promouvoir la paix dans le monde"*.

Née en 1972 dans une famille modeste du centre du pays, Leymah Gbowee s'installe à dix-sept ans à Monrovia, lorsque la première guerre civile éclate. Une guerre à laquelle succédera une autre, faisant de 1989 à 2003 près de 250 000 morts dans ce pays de quatre millions d'âmes. Dès son arrivée dans la capitale libérienne, Leymah Gbowee suit une formation pour devenir travailleuse sociale. La jeune femme accompagne les anciens enfants soldats et œuvre auprès des filles et des femmes violées par les miliciens. C'est à cette époque qu'elle réalise que *"si la société doit changer, ce sont les mères qui provoqueront ce changement."*

En 2002, Leymah Gbowee est à la tête du mouvement pacifiste Women of Liberia mass action for peace (Action de masse des femmes du Libéria pour la paix). Contre la guerre, elle exhorte les femmes à prier pour la paix. En nombre, sans distinction ethnique ou religieuse, souvent vêtues de blanc, les Libériennes investissent alors l'espace public et suivent la directive de leur leader. Quelques mois plus tard, celle que l'on surnomme déjà la "guerrière de la paix" est à l'origine d'une "grève du sexe", où les femmes de toutes les confessions religieuses se refusent aux hommes tant que les hostilités se poursuivent. En 2003, devant le succès de la mobilisation, Charles Taylor, alors président, est contraint d'associer les femmes du mouvement aux négociations de paix. Peu après, Leymah Gbowee rassemble des milliers de femmes à Monrovia. Cet événement sera décisif pour la chute du régime. Non satisfaites, les militantes pacifistes libériennes iront manifester à Accra (Ghana) où s'est alors réfugié le criminel de guerre.

Après la fin des hostilités, Leymah Gbowee est nommée à la Commission Vérité et Réconciliation, destinée à tourner la page de ces années sanglantes. Elle continuera de mobiliser les femmes, pour assurer leur participation aux élections de 2005. Depuis 2006, cette mère de six enfants dirige l'organisation internationale Women in peace and security network - Africa, basée au Ghana.

Le livre autobiographique de Leymah Gbowee, paru en septembre 2011 s'intitule : *Que nos pouvoirs soient puissants : comment la communauté de femmes, la prière et le sexe ont changé une Nation en guerre.*



Radhia Nasraoui

Tunisie

Avocate au Barreau de Tunis et militante des droits de l'Homme, Radhia Nasraoui lutte depuis des années pour la défense de tous les prisonniers politiques, contre la torture et pour la liberté d'expression en Tunisie.

Par deux fois, en juin 2002 puis en octobre 2003, elle alerte l'opinion internationale sur les situations de harcèlement et les violences policières dont elle est l'objet, ainsi que sa famille. Se mettant en grève de la faim, Radhia Nasraoui agit pour défendre sa dignité d'avocate, de citoyenne, mais aussi de femme, d'épouse et de mère de famille : par son action, elle dénonce les conditions de détention de son mari, Hama Hammami, porte-parole du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) - parti non autorisé - et directeur du journal *Al Badil*, lui aussi interdit. Son époux purge alors une peine de trois ans et demi d'emprisonnement, pour son appartenance au PCOT et "pour avoir fait usage de son droit fondamental à la parole, à la critique, à l'expression de ses idées", "coupable d'être la voix de l'un des mouvements de pensée en Tunisie", comme le précisent alors quelques médias indépendants. Isolé dans le pavillon des condamnés à mort, subissant des mauvais traitements, il est quasiment privé de la visite des avocats chargés de le défendre. Radhia Nasraoui, pourtant son épouse, n'a plus la possibilité de le rencontrer en prison, particulièrement meurtrie par le fait qu'on lui refuse le droit de voir sa fille Sarra, née quand il vivait dans la clandestinité.

Les deux grèves de la faim menées par l'avocate, fortement médiatisées à l'étranger, portent quelques fruits, en faisant connaître cette situation de privation de droits, de "torture morale et physique", fréquente dans son pays pour les prisonniers d'opinion.

Malgré les nombreuses entraves subies de la part des autorités tunisiennes dans l'exercice de sa profession d'avocate, Radhia Nasraoui a poursuivi, autant que possible dans son pays, ses interpellations au sujet du non-respect des droits humains. Par ses actions, elle continue, encore aujourd'hui, de mobiliser le plus grand nombre de citoyens, en Tunisie comme à l'étranger, afin qu'une réelle démocratie soit instaurée.



Landmine Monitor

Toward a Mine-Free World

Jody Williams

États-Unis

Octobre 1997. Jody Williams, "sa" Campagne internationale pour bannir les mines antipersonnel (ICBL – International campaign to ban landmines) et Handicap international, viennent conjointement de recevoir le Prix Nobel de la paix. Les journalistes se pressent autour de la nouvelle lauréate, qui profite de l'aubaine, non pour se mettre en avant, mais pour piquer le président des États-Unis, opposant à "son" traité sur l'éradication des mines antipersonnel, signé pourtant par cent vingt et un pays, quelques mois auparavant : *"Je pense qu'il est tragique que le Président Clinton ne veuille pas être du côté de l'humanité."*

Jody Williams, c'est avant tout une énergie hors du commun. Tous ses proches soulignent également le monstre d'abnégation. Susannah Sirkin, directrice de Physicians for Human Rights rajoute à son sujet : *"Elle n'a peur de rien. En ce qui concerne les mines, Jody n'a jamais craint de se dresser devant un général ou un grand de ce monde, avec la conviction qu'elle avait raison, pour lui dire ce qui devait être fait"*. Résultat : en six ans – jusqu'en 1997, signature du traité, elle a réussi à faire, à la tête de ICBL, ce que des dizaines d'organisations puissantes, dont les Nations Unies, avaient été incapables de réaliser.

L'engagement de Jody Williams a débuté en Amérique centrale à la fin des années 1970. Elle s'opposait déjà à la politique des États-Unis, menant des enquêtes au Nicaragua et au Honduras. C'est là qu'elle a appris, pour la première fois, les dangers des mines antipersonnel, rencontrant des enfants qui avaient perdu des membres. Quelques années plus tard, en 1991, Jody Williams assistait à une réunion, à Washington, dans les bureaux de la Fondation des vétérans américains du Vietnam. C'est de ce rassemblement qu'est née ICBL : *"Quand nous avons commencé, nous étions juste trois personnes assises dans une pièce. C'était une utopie. Aucun de nous ne pensait que nous réussirions jamais à bannir les mines antipersonnel."*

Sous son impulsion, ICBL est maintenant représenté par plus de mille O.N.G. dans plus de soixante pays. La mobilisation autour de la Campagne continue, afin d'obtenir l'adhésion de tous les pays de la planète au traité d'Ottawa. Plus de cent cinquante États ont aujourd'hui signé ce traité. Mais parmi les signatures absentes, la Chine, la Russie... et les États-Unis. Des puissants qui ont toujours face à eux la même détermination et le même engagement. La même femme.



Hauwa Ibrahim

Nigéria

Le destin d'Hauwa Ibrahim, trente-sept ans, mère de deux enfants, lauréate du Prix Sakharov 2005, est peu banal. Elle est née dans un village de deux mille habitants, sans eau courante ni électricité. Comme beaucoup de jeunes Nigérianes, son éducation devait s'achever à l'école primaire. Lorsqu'elle avait douze ans, son mariage était déjà arrangé. Mais faisant preuve d'une volonté hors norme, la jeune fille poursuit sa scolarité, puis ses études supérieures, obtenant seule les fonds financiers nécessaires. Et ce, jusqu'à son rêve : devenir avocate.

Très vite, Hauwa Ibrahim se forge alors une spécialité peu ordinaire : défendre les femmes condamnées à la mort par lapidation. Dans les Etats du Nigeria qui appliquent la loi islamique, l'adultère est passible de la peine capitale. Là, bénévolement et malgré les intimidations, les accusations de trahison envers sa religion, Hauwa Ibrahim demeure l'unique avocate opposée à la Charia. En tant que femme, elle n'a pas le droit de plaider elle-même devant les cours de justice islamiques. Alors il lui faut s'appuyer sur certains de ses confrères qui acceptent de prendre la parole à sa place. Mais les avocats de l'autre sexe sont également peu nombreux à accepter de défendre ces accusé(e)s d'un autre âge. Dans ce pays où la moitié de la population est musulmane et où les divisions entre les deux communautés restent profondes, ses confrères chrétiens sont peu enclins à intervenir dans les affaires ayant trait à l'islam. Et les avocats musulmans, une minorité, ne cherchent pas particulièrement à subir le sort d'Hauwa Ibrahim : harcèlements, menaces, insultes mais aussi une accusation formelle de diffamation de l'autorité judiciaire. Certains courageux, toutefois, prêtent encore leur voix à leur consœur qui refuse de se taire et déclame en direction de l'international ce qu'elle n'est pas autorisée à dire dans les tribunaux de son pays.

L'action de l'avocate insoumise embarrasse au Nigéria. Grâce à elle, la situation des femmes condamnées à des traitements inhumains est connue du monde entier. C'est notamment parce qu'elle a su éveiller l'opinion publique internationale qu'Amina Lawal, condamnée à mort par lapidation pour avoir accouché hors mariage, a pu être sauvée. Les sentences de mort tombent encore. Mais elles ne sont pas exécutées. Pour le moment en tout cas. Et Hauwa Ibrahim reste vigilante.



Ngawang Sangdrol

Tibet

Pour les autorités chinoises, Ngawang Sangdrol est une dangereuse réactionnaire. Pour le reste du monde, une nonne tibétaine qui se dresse inlassablement pour le respect des droits des Tibétains. Pour son engagement, celle que ses proches appellent "la petite" a passé l'essentiel de sa vie en prison, étant il y a peu encore, la prisonnière politique qui purgeait la peine la plus lourde. Et l'injustice de sa situation rendait son cas d'autant plus poignant, qu'elle a toujours été condamnée pour des actes que les Nations Unies, Amnesty International et d'autres O.N.G. ont qualifiés de "défense des droits de base de tout Homme".

L'histoire de celle que l'on surnomme parfois la "Jeanne d'Arc tibétaine" a débuté en août 1990, lorsqu'elle prit part, en compagnie de certaines de ses camarades moniales du couvent de Garu, situé à cinq kilomètres au nord de Lhasa, à une manifestation indépendantiste dans l'enceinte du Norbulinka, l'ancien palais d'été du Dalaï Lama. Ngawang Sangdrol fut arrêtée et bien qu'elle soit trop jeune, à treize ans, pour être jugée, elle ne fut libérée que neuf mois plus tard. Elle porte encore aux mains les séquelles des coups reçus pendant cette incarcération. À sa libération, la religieuse se vit interdire l'accès au couvent. Elle retourna vers la maison familiale de Lhasa. Depuis peu, sa mère était morte et son père était en prison, également pour "crime" politique. Elle y vécut jusqu'en juin 1992, lorsqu'elle fut à nouveau arrêtée, à Lhasa, en compagnie d'autres nonnes de Garu et de moines de Ganden, pour avoir tenté de manifester. Elle fut alors condamnée à trois ans de réclusion.

Lors de sa détention, en compagnie de treize autres religieuses, elle enregistra des chants et des poèmes patriotiques sur un magnétophone introduit clandestinement. Sa peine passa alors à neuf ans, puis à vingt et un ans pour diverses insubordinations envers les autorités carcérales, notamment lors de l'insurrection des prisonniers politiques de 1998.

Tout le long de son incarcération, elle a subi tortures, brimades et se retrouva régulièrement en cellule d'isolement. Pourtant, elle ne manqua jamais une occasion de tenir tête à ses geôliers et de revendiquer la liberté pour son pays.

Libérée grâce aux pressions internationales en octobre 2002, puis extradée en mars 2003 vers les États-Unis, elle parcourt désormais le monde pour témoigner malgré un état de santé inquiétant.



Les Mères de la Place de Mai

Argentine

Le 24 mars 1976, la junte militaire menée par le général Videla renverse la présidente argentine, Isabel Perón. Toute contestation est étouffée : pendant les sept années qui suivent, quelque 30 000 personnes disparaissent, enlevées par les forces armées. Le 30 avril 1977, quatorze femmes se rendent sur la Place de Mai, face au palais présidentiel, afin d'être reçues par Jorge Videla pour connaître le sort de leurs enfants. Elles sont bientôt quelques centaines, mères et grands-mères, qui tournent autour de la statue centrale, chaque jeudi, à 15 heures 30, jamais immobiles car les militaires interdisent de stationner sur cette place. Soudées, exhibant parfois les portraits des disparus, elles demandent la réapparition "*vivants de ceux qui ont été enlevés vivants*". Ces femmes, que le pouvoir militaire appelait "les folles", inventent un nouveau mode de lutte populaire. Leur contestation joue un rôle clef dans la fin de la dictature.

Trente ans plus tard, elles poursuivent encore leur combat. Si leur ferveur n'a jamais faibli, peu de temps après le retour à la démocratie, les "Mères" se sont scindées en plusieurs groupes.

D'incessantes campagnes de communication à la constitution d'un fichier ADN, les Grands-mères de la Place de Mai continuent de chercher leurs petits-enfants : de 1976 à 1983, les groupes armés ont enlevé des femmes enceintes et des enfants en bas âge avec leurs parents. Nombre de ces enfants ont été adoptés par des proches de la junte.

En 1986, certaines "Mères" considèrent qu'avec le retour de la démocratie, il faut limiter leur action à la perpétuation de la mémoire des disparus et à la condamnation des militaires de la junte. Elles créent alors la Ligne fondatrice, que l'on retrouve toujours engagée lors des grandes affaires concernant les acteurs de la dictature.

L'association initiale s'est bien entendu maintenue autour d'Hebe de Bonafini, leur leader charismatique. Les Mères de la Place de Mai sont plus que jamais en tête des mouvements de défense de la justice sociale. Elles ont créé leur université populaire pour dispenser à tous, gratuitement, une formation politique et éthique, afin de passer le relais de la "*lutte léguée par leurs 30 000 filles et fils*".

Si les mots "*Nunca mas*" ("*Plus jamais*") resteront gravés dans la mémoire argentine, beaucoup, dans le monde entier, se rappelleront aussi le leitmotiv de ces folles merveilleuses : "*La seule lutte perdue est celle que l'on abandonne.*"



Anna Politkovskaïa

Russie

La journaliste Anna Politkovskaïa disait : "*Les mots peuvent sauver des vies*". Elle a été retrouvée morte, tuée par arme à feu au bas de l'immeuble où elle habitait à Moscou, le 7 octobre 2006.

Née en 1958, elle avait terminé ses études de journalisme à Moscou en 1980. Grand reporter pour le journal indépendant russe *Novaïa Gazeta* depuis 1999, Anna Politkovskaïa était célèbre pour ses enquêtes sur les exactions commises en Tchétchénie, s'attachant à les dénoncer, à rechercher les coupables et à donner la parole aux victimes. S'étant rendue à de nombreuses reprises dans les zones de combats et dans les camps de réfugiés au Daghestan et en Ingouchie, elle avait acquis une connaissance des plus fines du conflit tchétchène. Une implication qui devait l'entraîner au-delà de ses responsabilités professionnelles : en 2002, elle acceptait de servir de médiatrice et de négociatrice lors de la prise d'otages du "Nord-Ost", dans un théâtre de Moscou, restée dans les mémoires pour son dénouement tragique. Anna Politkovskaïa avait reçu à de nombreuses reprises des menaces de mort, et connut une tentative d'empoisonnement, en 2004, alors qu'elle se rendait à Beslan, dans le Caucase, pour participer à nouveau à des négociations avec des preneurs d'otages. Plusieurs propositions d'accueil en Europe lui avaient été adressées. Mais elle avait choisi de rester en Russie, pour continuer à "*faire savoir la vérité*".

Plusieurs fois primée en Russie pour son professionnalisme et son engagement, elle a reçu en février 2003, au Danemark, le Prix du Journalisme et de la Démocratie, décerné par l'OSCE. En 2004, le prix Olof Palme pour les droits de l'Homme lui a été attribué, en association avec ses compatriotes Lyudmila Alekseyeva et Sergey Kovalyov.

Dans le monde entier, l'émotion fut grande dans les heures qui ont suivi son assassinat. À Moscou, des centaines de proches et de personnes attachées à ses prises de position et à sa personnalité se sont regroupés place Pouchkine pour lui rendre hommage. *Novaïa Gazeta* a publié quelques jours plus tard des extraits de l'article sur lequel elle travaillait avant sa mort : elle y accusait les forces tchétchènes prorusses de recourir à la torture contre les civils ou les rebelles présumés.

Dans un pays rongé par la peur, l'autocensure et le cynisme, Anna Politkovskaïa était pour de nombreux observateurs, "l'honneur russe".



"Les Sabines"
Peinture de David achevée en 1799

Cette présentation s'inscrit dans le cadre du programme "Femmes en résistance" mené par l'association Femmes ici et ailleurs. Ce projet est basé sur l'étude réalisée par Pierre-Yves Ginet, photojournaliste de l'agence Rapho, qui se consacre à ce thème depuis 1998.

Son travail est porté par l'association Femmes Ici et Ailleurs dont l'objet est de "promouvoir la cause des femmes œuvrant de par le monde pour la paix, la justice, la solidarité et le développement durable".

Les partenaires historiques de cette étude sont : le Conseil régional du Centre, le Conseil régional Rhône-Alpes, la Mairie de Paris, la Ville de Lyon, la Ville de Saint-Priest, le Ministère délégué à la Cohésion sociale et à la Parité, la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, la DRAC Rhône-Alpes, le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon, Handicap International, la Chaire Lyonnaise des Droits de l'Homme, Femmes Solidaires et l'Ordre des Avocats de Lyon.